inistero degli Affari Esteri

088/643
Rome, le 6 août 1998

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires Etrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Tunisie à Rome et a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit :

La réunion de la Grande Commission Mixte italo-tunisienne qui a eu lieu à Rome le 6 août 1998 a mis en évidence l'intention commune de régler, de façon constructive et dans le cadre de l'amitié existant entre l'Italie et la Tunisie les questions relatives à l'entrée et au séjour sur le territoire des deux Pays des ressortissants italiens et tunisiens. En même temps, les deux Parties ont convenu de l'intérêt de trouver des réponses pertinentes au défi représenté par l'immigration clandestine, dans le respect des droits des personnes.
Le Gouvernement italien considère favorablement l'intégration harmonieuse dans la société italienne des ressortissants tunisiens qui séjournent régulièrement en Italie et exprime pleinement sa disposition à réserver à ces ressortissants tous les avantages prévus par la législation nationale en vigueur dans cette matière.
Le Gouvernement italien souhaite, par ailleurs, que des conditions non moins favorables soient réservées par le Gouvernement tunisien aux ressortissants italiens qui séjournent régulièrement en Tunisie pour des raisons de travail.
Dans le but de poursuivre et atteindre ces objectifs, qui ne peuvent que renforcer davantage les liens d'amitié existant entre les deux Pays, les deux Parties ont convenu de mettre en application les mesures suivantes qui visent, d'un côté, la prévention de l'immigration clandestine et, de l'autre, sa repression.

Ambassade
de la République Tunisienne
ROME

inistero degli Affari Esteri

Le Ministère des Affaires Etrangères propose que les dispositions suivantes s'appliquent à la coopération bilatérale pour la prevention et la lutte contre l'immigration clandestine, à la réadmission des ressortissants des deux Pays, au renvoi au Pays de provenance directe des ressotissants des Pays tiers autres que ceux des Pays membres de l'Union du Maghreb Arabe (U.M.A.), et à la restitution des personnes réadmises.

I

Coopération bilatérale pour la prévention et la lutte contre l'immigration clandestine.

a) Il s'agit avant tout d'oeuvrer d'un commun accord pour contribuer à l'élimination des causes profondes de l'immigration clandestine par tous les moyens adéquats permettant de créer sur place les opportunités de travail et de prospérité.
   Dans le cadre du programme global de coopération au développement entre les deux Pays, cette priorité sera examinée par un Groupe de Travail ad hoc qui se réunira à Tunis dans des délais rapprochés.
   En outre, une fois le présent Echange de notes entré en vigueur, le Gouvernement italien réservera à la Tunisie le traitement préférentiel en matière de quotas annuels d'entrée pour motifs de travail. Le quota pour l'année 1999 sera déterminé dans des délais rapprochés.
b) En ayant à l'esprit l'intérêt de la Partie italienne à soutenir les efforts déployés par les structures tunisiennes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'émigration clandestine, le Gouvernement italien s'engage à contribuer à ces efforts par un appui en équipements techniques et opérationnels; une contribution d'urgence ad hoc pour l'année en cours, d'un montant de 15 milliards de lires, sera accordée de manière concomitante avec l'application du présent Echange de notes. La reconduction de cette somme, en tout ou en partie, sera réalisée pour les deux prochaines années (1999-2000). Un Groupe de Travail se réunira à Rome dans les prochains jours à l'effet d'identifier la teneur et les détails de la contribution d'urgence et de l'avenir de la contribution italienne pour cette matière.
c) En outre, le Gouvernement italien, en considération des difficultés que comporte pour la Tunisie la réadmission des ressortissants des Pays tiers autres que ceux de l'UMA, entrés illégalement en Italie à partir de la Tunisie, contribuera aux efforts consentis pour cette

réadmission par la réalisation en Tunisie de centres d'hébergement; les ressources financières réservées à cette réalisation (pour le montant de 500 millions de lires) seront allouées dans le cadre d'un programme ad hoc sous forme de don, conformément à la législation en vigueur dans les deux Parties et déboursées de manière concomitante avec l'application du présent Echange de notes.

II

Réadmission des ressortissants des deux Pays

1- Chaque Partie s'engage à reprendre sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie requérante pour autant qu'il est établi ou à établir par la procédure d'identification qu'elle possède la nationalité de la Partie requise .

2- Les mesures d'éloignement sont exécutées sans délivrance d'un laissez-passer lorsque l'intéressé est en possession d'un passeport national ou autre document de voyage internationalement reconnu en cours de validité. Les deux Parties échangeront la liste et les specimens des dits documents . En tout état de cause, le dit retour sera organisé en coordination avec l'Autorité consulaire des ressortissants concernés . L'exécution de la mesure d'éloignement sera notifiée au préalable à l'Autorité consulaire ayant juridiction sur le lieu où la mesure a été exécutée .

3- A défaut de la production des dits documents, les Autorités consulaires des deux Pays s'engagent à délivrer un laissez-passer aux personnes identifiées comme ressortissants de l'un ou de l'autre Pays sur la base de l'un des documents suivants :

Pour la Partie tunisienne :

a) le passeport périmé établi après le 1er janvier 1987 ;
b) tout autre document internationalement reconnu périmé ;
c) le laissez-passer périmé de moins d'une année ;
d) la carte d'immatriculation consulaire délivrée en Italie ;
e) le livret militaire ;

f) un document émanant des Autorités officielles tunisiennes faisant état de l'identité de l'intéressé et comportant une photographie de la personne détentrice du document .

Pour la Partie italienne :

a) tout passeport périmé ;
b) tout document internationalement reconnu périmé ;
c) la carte d'identité pour les nationaux italiens ;
d) la carte personnelle délivrée aux fonctionnaires de l'Etat.

Les Autorités compétentes de la Partie requérante transmettront par télécopie, ou par tout autre moyen rapide fiable, la demande de laissez-passer, accompagnée d'une copie des documents que la personne dont la réadmission est sollicitée porte sur soi, ainsi que trois photographies d'identité .

4- Le dit laissez-passer est délivré par les Autorités consulaires de la Partie requise dans un délai de deux à quatre jours, y compris les jours fériés, à compter de la réception des susdits documents par les Autorités consulaires; la présentation de la personne dont la réadmission est sollicitée à l'Autorité consulaire n'est pas requise pour la délivrance dudit laissez-passer.

5- L'identification peut être recherchée, par ailleurs :

- sur la base d'un document d'état civil ;
-sur la base d'une photocopie des documents indiqués ci-dessus ;
- sur la base des déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les Autorités compétentes judiciaires ou administratives ;
- sur la base d'une expertise réalisée par les tribunaux .

Si l'Autorité consulaire de la Partie requise estime en tout état de cause et outre les moyens d'identification prévus au présent point, devoir entendre la personne, un représentant de celle-ci se rendra, dans la mesure du possible, dans un délai de deux jours et en tout cas pas plus tard que quatre jours, y compris les jours fériés, à compter de la communication qui en est faite par la Partie requérante, selon les cas, au bureau judiciaire, ou au centre d'accueil ou dans le lieu de soins où la personne concernée est légalement hébergée et ce aux fins d'audition de la personne concernée.

Lorsqu'il est désormais possible d'établir la nationalité sur la base de cette audition, le laissez-passer sera délivré sans délai.

6- Dans tous les autres cas où il ne serait pas possible d'obtenir des documents permettant d'établir la nationalité des personnes concernées, mais qu'il y a des éléments permettant de la présumer, les Autorités de la Partie requérante pourront solliciter une audition consulaire qui aura lieu , sauf empêchements majeurs, dans les délais et selon les modalités prévues ci-dessus à l'alinéa précédent. Les frais de déplacement du représentant de l'Autorité consulaire dans les limites du territoire de la Partie requérante, pour la mise en oeuvre de l'audition consulaire, sont à la charge de cette Partie.

7- Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement assistance afin d'être en mesure, dans les plus brefs délais, d'identifier les ressortissants de nationalité italienne et tunisienne .

A cet égard les Autorités compétentes déploieront tous les efforts nécessaires à l'effet d'aboutir aux vérifications utiles .

8- En tout état de cause et dans le cas où il ne serait pas possible de parvenir par les autres moyens prévus ci-dessus à l'identification des ressortissants en question, les Autorités compétentes de la Partie requérante communiqueront aux Autorités désignées par la Partie requise, selon les modes de transmission les plus fiables et les plus rapides, les relevés des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée. L'Autorité à laquelle ces pièces ont été remises fournira une réponse motivée sur la base des résultats de l'identification, au plus tard dans les quinze jours à partir de la date où elle a reçu ces pièces.

9- Si l'Autorité requise reconnaît la nationalité des personnes, l'Autorité consulaire concernée délivre sans délai à l'Autorité de la Partie requérante un laissez-passer aux fins de la réadmission des personnes en question.

10- Si des contrôles postérieurs démontrent que la personne concernée n'a pas la nationalité de la Partie requise, elle est acceptée

sans délai en retour sur le territoire de la Partie requérante et aux frais de cette dernière .

11- Sont à la charge de l'Autorité requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie requise des personnes dont le retour a été accepté .

12- L'application des mésures de reconduite aux frontières précédemment énumérées ne devra en aucun cas porter préjudice aux droits antérieurement acquis .

13- La reconduite aux frontières telle qu'exécutée dans le cadre de cet Echange de notes , ne constitue pas un empêchement pour l'intéressé de présenter postérieurement une demande de visa s'il remplit les conditions conformément à la législation en vigueur dans l'Etat concerné .

III

Renvoi au Pays de provenance directe des ressortissants des Pays tiers autres que ceux des Pays membres de l'Union du Maghreb Arabe (U.M.A)

1- Chaque Partie s'engage à réadmettre sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans formalités, les ressortissants des Pays tiers autres que ceux des Pays membres de l'U.M.A, qui ne remplissent pas les conditions d'entrée sur le territoire de la Partie requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné sur le territoire de la Partie requise, ou en avoir transité.

2- La demande de réadmission doit être transmise dans un délai de trois mois à compter de la constatation par la Partie requérante de l'entrée irrégulière sur son territoire du ressortissant d'un Etat tiers, autre que ceux des Pays de l'UMA.

3- Pour l'application du point 1 du présent chapitre, l'entrée des ressortissants des Etats tiers en question sur le territoire de la Partie requise est établi ou constaté sur la base de l'un des éléments de preuve suivants :

- le cachet d'entrée ou de sortie ou, le cas échéant, d'autres indications reportées sur les documents de voyage ou d'identité authentiques, falsifiés ou contrefaits ;
- les titres de séjour ou permis de séjour périmés depuis moins de deux ans;
- le visa, même périmé depuis moins de six mois ;
- le titre de transport portant le nom de la personne concernée et permettant de présumer l'entrée de la dite personne dans le territoire de la Partie requise, ou dans le territoire de la Partie requérante en provenance de la Partie requise;
- le cachet d'un Etat tiers limitrophe d'une des deux Parties, en tenant compte de l'itinéraire suivi par la personne concernée ainsi que de la date de son passage de la frontière .

L'entrée effective d'un ressortissant d'un Etat tiers sur le territoire de la Partie requise peut être constatée notamment sur la base d'un ou de plusieurs des indices indiqués ci- après; ces indices seront évalués au cas par cas par la Partie requise :

- un document délivré par les Autorités compétentes de la Partie requise et qui indique l'identité de la personne concernée, tels que : permis de conduire, livret de navigation, permis de port d'armes, carte d'identité, etc ...
- un certificat d'état-civil;
- un titre de séjour ou permis de séjour périmés depuis moins de deux ans ;
- une photocopie d'un des documents sus-visés ;
- un titre de transport portant le nom de la personne concernée;
- des notes d'hôtel ;
- les moyens de transport utilisés par la personne concernée , immatriculés dans le territoire de la Partie requise, y compris l'embarquement sur des bâteaux ayant la nationalité de la dite Partie;
- une carte d'accès à des institutions publiques ou privées ;
- des billets de rendez-vous chez un médecin ou dentiste , etc .
- un reçu relatif à des opérations de change effectuées par la personne concernée ;
- des déclarations rendues devant des officiers publics de l'Etat requérant ;

- des déclarations non équivoques et suffisamment détaillées de la personne concernée indiquant des faits objectivement vérifiables;
- des déclarations de témoins prouvant l'entrée ou le séjour dans le territoire de la Partie requise, sur la base d'un procès-verbal rédigé par les Autorités officielles concernées de l'Etat requérant.
- des données vérifiables prouvant que la personne concernée a eu recours aux services d'une agence de voyages dans l'Etat requis.

La demande de réadmission doit être rédigée sur un formulaire conforme au modèle type qui constitue l'annexe n° 1 au présent Echange de notes.

La décision sur la réadmission doit être prise dans les plus brefs délais et en tout cas dans un délai ne dépassant pas les sept jours ouvrables à partir de la date de la demande formelle .

L'autorisation à la réadmission a une validité de trois mois à compter de la date de sa notification. Si l'intéressé doit rester à la disposition de l'Autorité de la Partie requérante, les Ministères de l'Intérieur pourront examiner d'un commun accord la possibilité d'étendre ce délai .

4- Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie requise de la personne dont le retour est sollicité, ainsi que les frais de son séjour sur le territoire de la dite Partie et les frais afférents à la continuation du voyage jusqu'à son Pays d'origine et ce selon les modalités compatibles avec la législation de la Partie requérante.

IV

Restitution des personnes réadmises

Dans le cas où il résulte de constats ultérieurs que les personnes réadmises n'ont pas la nationalité de la Partie requise, celle-ci enverra une demande de restitution à la Partie qui a requis la première

réadmission dans un délai ne dépassant pas trente jours depuis la réadmission .

La demande de restitution doit être rédigée sur un formulaire conforme au modèle type qui constitue l'annexe 2 au présent Echange de notes et elle devra être transmise par télécopie aux Autorités visées à l'Annexe I susmentionné.

La Partie requise pour la réadmission en retour répond sans délai et si possible dans les sept jours, qui suivent la réception de la demande de restitution.

La personne à réadmettre en retour sera alors présentée au poste consulaire de la partie requise qui se charge de cette réadmission ed des frais y afférant.

V

Dispositions finales

1. Dans le respect de la dignité des personnes à réadmettre et à l'effet d'éviter toute médiatisation des opérations de réadmission, la Partie requérante s'engage à ne pas faire usage de rapatriements massifs ou spéciaux des dites personnes.

2. La remise aux fins de réadmission des personnes objet du présent Echange de Notes aura lieu dans l'un des postes-frontière, indiqués à l'Annexe n.3.

3. Les experts des deux Parties se rencontreront chaque année pour examiner les questions afférentes à l'application du présent Echange de Notes.

Dans le cas où le Gouvernement de la République Tunisienne confirme les dispositions qui précèdent, la présente Note et la Note de réponse du Gouvernement de la République Tunisienne constitueront un accord entre les deux Gouvernements, qui entrera en vigueur trente jours après la date de la deuxième notification de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises dans chacun des deux Pays.

Ministero degli Affari Esteri

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Tunisie les assurances de sa très haute considération.

F.to L. M. Ferrarin

Roma - Ist. Poligr. e Zecca dello Stato - P.V.

inistero degli Affari Esteri

ANNEXE 1

DEMANDE DE READMISSION
D'UN RESSORTISSANT D'UN ETAT TIERS

ECHANGE DE NOTES ENTRE L'ITALIE ET LA TUNISIE
SUR LA READMISSION DES PERSONNES EN POSITION IRREGULIERE

Date de la demande..... Heure.....

BUREAU DEMANDEUR.....

tel.....fax.....

BUREAU REQUIS.....

tel.....fax.....

(A) IDENTITE' DE LA PERSONNE DONT ON DEMANDE LA READMISSION

NOM.....PRENOM.....

alias.....

Date de naissance.....Lieu de naissance.....

Nationalité.....Dossier n.....

(B) DOCUMENTS ET VISAS

1° DOCUMENTS (de voyage, d'identité, de citoyenneté , de séjour)

.....

2° VISAS (date de délivrance, validité, etc.)

.....

3° CACHETS D'ENTREE/DE SORTIE

.....

4° AUTRES DOCUMENTS

.....

5° MOTIF DE LA DEMANDE

.....

inistero degli Affari Esteri

suite Annexe N.-1 -

(C) ANNEXES

Nombre des annexes .....

(D) COMUNICATION DE RECEPTION DE LA DEMANDE

Date.....Heure.....

NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE.....

SIGNATURE.....

DECISION ADOPTEE: AUTORISATION...../REFUS.....

(E) OBSERVATIONS

.....

.....

en cas de refus, en préciser la raison en annexe

(F) MODALITE' DE READMISSION

.....

NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE.....

SIGNATURE.....

Ministero degli Affari Esteri

ANNEXE N.- 2 -

DEMANDE DE RESTITUTION DE LA PERSONNE READMISE

ECHANGE DE NOTES L'ITALIE ET LA TUNISIE
SUR LA READMISSION DES PERSONNES EN POSITION IRREGULIERE

DATE DE LA DEMANDE..... HEURE.....

BUREAU DEMANDEUR.....

tel.....fax.....

BUREAU REQUIS.....

tel.....fax.....

(A) IDENTITE' DE LA PERSONNE DONT ON DEMANDE LA RESTITUTION

NOM.....PRENOM.....

alias.....

Date de naissance.....Lieu de naissance.....

Nationalité.....Dossier n.....

(B) ELEMENTS SUCCESSIFS EXCLUANT LA POSSIBILITE D'UNE READMISSION

1° DOCUMENTS EVENTUELS QUI FONT CONSTATER UNE DIFFERENTE NATIONALITÉ DE LA PERSONNE READMISE

.....

2° DOCUMENTS EVENTUELS QUI FONT EXCLURE LE SEJOUR OU LE TRANSIT DE LA PERSONNE RÉADMISE

.....

Ministero degli Affari Esteri

(C) MODALITES DE RESTITUTION PROPOSEES

Date de la remise.....heure de la remise.....

lieu de la remise.....

moyen de transport et éventuel numéro du train ou du vol .....

(D).ANNEXES

/Nombre des annexes .....

(E) COMUNICATION DE RECEPTION DE LA DEMANDE

Date.....Heure.....

DECISION ADOPTEE: AUTORISATION...../REFUS.....

NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE.....

SIGNATURE.....

Ministero degli Affari Esteri

ANNEXE 3

ECHANGE DE NOTES ENTRE L'ITALIE ET LA TUNISIE
SUR LA READMISSION DES PERSONNES EN POSITION IRREGULIERE

Les Autorités concernées pour la remise au fin de réadmission sont:

pour la Partie italienne:

- Ministère de l'Intérieur, Département de la Sûreté, Service Immigration et de la Police de frontière.
  Tel. 00396/ 4653.9625 ou 4653.9638 ou 4653.9805 Fax 00396/ 47887531 ou 47887529
- Bureau consulaire italien à Tunis
  Tel. 002161/ 32 18 11 Fax 002161/ 32 41 55

pour la Partie tunisienne

- Ministère des Affaires Etrangères. Direction Générale des Affaires Consulaires. Postes Consulaires Tel.....fax.....
  Tel.....fax.....
- Ministère de l'Intérieur. Direction des Frontières et des Etrangèrs. Tel.....fax.....

Aéroports et ports prévus pour la réadmission et la remise.

La remise au fin de réadmission des personnes visées aux Chapitres II, III e IV a lieu près :

- les ports italiens de:

a) Trapani;

b) Gênes;

c) Palerme;

- les aéroports italiens de:

a) Trapani;

b) Palerme;

c) Rome;

d) Milan-Malpensa.

- les ports tunisiens de:

a) La Goulette;

- les aéroports tunisiens de:

a)-Tunis – Carthage.

Traduzione non ufficiale

088/643
Roma, 6 agosto 1998

NOTA VERBALE

Il Ministero degli Affari Esteri presenta i suoi complimenti all'Ambasciata di Tunisia a Roma ed ha l'onore d' informarla su quanto segue:

Nella riunione della Grande Commissione Mista Italo-tunisina tenutasi a Roma il 6 agosto 1998, é emerso l'intento comune di regolamentare in modo costruttivo, e nel quadro dell'amicizia esistente fra Italia e Tunisia, le questioni relative all'ingresso ed al soggiorno di cittadini italiani e tunisini sul territorio dei due paesi. Al contempo, entrambe le Parti hanno convenuto dell'interesse di fornire risposte pertinenti alla sfida rappresentata dall'immigrazione clandestina, nel rispetto dei diritti delle persone.

Il Governo italiano é favorevole all'armoniosa integrazione nella società italiana dei cittadini tunisini aventi una regolare posizione di soggiorno in Italia ed é pienamente disponibile a concedere a tali cittadini tutti i vantaggi previsti in materia dalla legislazione nazionale in vigore.

Peraltro il Governo italiano auspica che condizioni non meno favorevoli siano concesse dal Governo tunisino ai cittadini italiani che soggiornano regolarmente in Tunisia per motivi di lavoro.

Al fine di perseguire e conseguire tali obiettivi, che rafforzeranno sicuramente i vincoli di amicizia esistenti fra i due Paesi, entrambe le Parti hanno convenuto di applicare le seguenti misure che concernono, da un lato, la prevenzione dell'immigrazione clandestina e d'altro lato, la sua repressione.

Il Ministero degli Affari Esteri propone che le disposizioni in appresso si applichino alla cooperazione bilaterale per la prevenzione e la lotta contro l'immigrazione clandestina, alla riammissione dei cittadini di entrambi i Paesi, al rinvio al paese di diretta provenienza dei cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'Unione del Maghreb Arabo (U.M.A) ed alla restituzione delle persone riammesse.

I

Cooperazione bilaterale per la prevenzione e la lotta contro l'immigrazione clandestina

a) Si tratta innanzitutto di operare di comune accordo per contribuire ad eliminare, con ogni mezzo adeguato, le cause intrinseche dell'immigrazione clandestina, permettendo in tal modo la creazione di opportunità di lavoro e di prosperità.

Nel quadro del programma globale di cooperazione allo sviluppo fra i due Paesi, questa priorità sarà esaminata da un gruppo di lavoro ad hoc che si riunirà a Tunisi in tempi brevi.

Inoltre, dopo che il presente Scambio di Note sarà entrato in vigore, il Governo italiano accorderà alla Tunisia il trattamento preferenziale in materia di contingenti annuali di ingresso per motivi di lavoro. Il contingente per l'anno 1999 sarà determinato al più presto.

b) Considerato l'interesse della Parte italiana di appoggiare gli sforzi effettuati dagli organi tunisini nel settore della prevenzione e della lotta contro l'emigrazione clandestina, il Governo italiano s'impegna a contribuire a questi sforzi mediante un supporto in mezzi tecnici ed operativi;

Ambasciata della Repubblica Tunisina

ROMA

un contributo di emergenza ad hoc per l'anno in corso sarà concesso in concomitanza con l'attuazione del presente Scambio di Note. Lo stanziamento della relativa somma in bilancio, totale o parziale, sarà realizzato nei prossimi due anni (1999-2000). Un gruppo di lavoro si riunirà a Roma nei prossimi giorni per definire il contenuto ed i particolari del contributo di emergenza e del futuro contributo italiano in materia.

c) Inoltre il Governo italiano, in considerazione delle difficoltà che la riammissione di cittadini di Paesi terzi diversi da quelli dell'UMA, provenienti dalla Tunisia ed entrati illegalmente, comporta per la stessa Tunisia, contribuirà alle iniziative autorizzate per tale riammissione mediante la realizzazione in Tunisia di centri di permanenza; le risorse finanziarie destinate a tale realizzazione (per un ammontare di 500 milioni di lire) saranno stanziate nel quadro di un programma ad hoc sotto forma di dono, in conformità alla legislazione in vigore nelle due Parti e saranno sborsate contestualmente all'applicazione del presente Scambio di Note.

II

Riammissione dei cittadini dei due Paesi

1- Ciascuna Parte s'impegna a riprendere sul proprio territorio, su domanda dell'altra Parte, e senza formalità, ogni persona che non soddisfa i requisiti di ingresso o di soggiorno applicabili sul territorio della Parte richiedente, nella misura in cui sia o venga accertato mediante procedura d'identificazione che tale persona ha la nazionalità della Parte richiesta.

2- I provvedimenti di allontanamento non richiedono, per essere eseguiti, il rilascio di lasciapassare, quando l'interessato é in possesso di un passaporto nazionale o altro titolo di viaggio riconosciuto a livello internazionale ed in corso di validità. Le due Parti si scambieranno la lista e gli esemplari di tali documenti. In ogni caso, il rientro sarà organizzato in coordinamento con l'Autorità consolare dei cittadini interessati. L'esecuzione del provvedimento di allontanamento sarà preliminarmente notificato all'Autorità consolare competente del luogo dove il provvedimento é stato eseguito.

3- In assenza dei titoli di viaggio di cui sopra, le Autorità consolari dei due Paesi s'impegnano a rilasciare un lasciapassare alle persone che risultanto essere cittadini dell'uno o dell'altro Paese, in base ai seguenti documenti:

Per la Parte tunisina:

a) passaporto scaduto, fatto dopo il 1° gennaio 1987;

b) ogni altro documento riconosciuto a livello internazionale, scaduto;

c) lasciapassare scaduto da meno di un anno;

d) tessera d'immatricolazione consolare rilasciata in Italia;

e) libretto militare;

f) documento rilasciato dalle Autorità ufficiali tunisine che prende atto dell'identità dell'interessato e contiene una fotografia della persona che detiene il documento

Per la Parte italiana:

a) ogni passaporto scaduto;

b) ogni altro documento riconosciuto a livello internazionale, scaduto;

c) carta d'identità per i cittadini italiani;

d) tesserino personale rilasciato ai dipendenti dello Stato;

Le Autorità competenti della Parte richiedente trasmetteranno via fax o con ogni altro mezzo celere e attendibile, la richiesta di lasciapassare corredata da una copia dei documenti d'identità di cui la persona da riammettere sia in possesso, e di tre sue fotografie.

4- Tale lasciapassare é rilasciato dalle Autorità consolari della Parte richiesta entro un termine di due a quattro giorni, compresi i giorni festivi, a partire dalla ricezione di tali documenti da parte delle Autorità consolari; per il rilascio del lasciapassare, non occorre che la persona da riammettere si presenti all'Autorità consolare.

5- L'identità può essere peraltro provata:

- in base ad un documento di stato civile;

- in base ad una fotocopia di uno dei documenti di cui sopra;

-in base a dichiarazioni dell'interessato debitamente ricevute dalle Autorità competenti giudiziarie o amministrative;

-in base ad una perizia effettuata dai tribunali.

Se l'Autorità consolare della Parte richiesta ritiene di dover comunque procedere, oltre ai mezzi di identificazione previsti nel presente paragrafo, all'audizione della persona, un rappresentante di detta Autorità si recherà - entro due giorni, se possibile, e comunque non oltre quattro giorni compresi i giorni festivi a decorrere dalla comunicazione effettuata dalla Parte richiedente - all'Ufficio giudiziario, o al centro di permanenza, o al luogo di cura ove é legalmente trattenuta la persona in questione, in vista di procedere all'audizione.

Se é stato possibile stabilire la cittadinanza per mezzo di tale audizione, il lasciapassare sarà immediatamente rilasciato.

6- In tutti gli altri casi in cui non sia possibile disporre della documentazione che permette di determinare la nazionalità delle persone in questione, ma vi siano elementi tali da farla supporre, le Autorità della Parte richiedente potranno sollecitare l'audizione consolare che avrà luogo, salvo impedimenti di forza maggiore, nei tempi e con le modalità sopra previste nel comma precedente. Le spese di trasferimento del rappresentante dell'Autorità consolare nell'ambito del territorio della Parte richiedente, per procedere all'attuazione dell'audizione consolare, sono a carico di questa Parte.

7- Le Parti s'impegnano a prestarsi reciprocamente assistenza per essere in grado d'identificare in tempi brevi i cittadini di nazionalità italiana e tunisina.

A tale riguardo, le Autorità competenti faranno ogni forzo necessario in vista di effettuare i controlli necessari.

8- In tutti i casi, e qualora non fosse possibile provvedere con gli altri mezzi sopra disposti all'identificazione dei cittadini in oggetto, le Autorità competenti della Parte richiedente comunicheranno alle Autorità designate dalla Parte richiesta, con il mezzo di trasmissione più celere ed efficace, le impronte digitali complete e tre fotografie della persona in questione. L'Autorità alla quale sono stati consegnati tali elementi, fornirà una motivata risposta circa l'esito dell'accertamento d'identità, nel termine massimo di quindici giorni decorrenti dalla data in cui li ha ricevuti.

9- Se l'Autorità richiesta riconosce la nazionalità dei suoi cittadini, la competente Autorità consolare rilascia immediatamente all'Autorità della Parte richiedente un lasciapassare ai fini della riammissione di tali persone.

10- Qualora controlli svolti successivamente dimostrino che la persona in questione non ha la nazionalità della Parte richiesta, tale persona dovrà immediatemente essere accettata nel territorio della Parte richiedente e a spese di quest'ultima.

11- Sono a carico dell'Autorità richiedente, le spese di trasporto fino alla frontiera della Parte richiesta, relativamente alle persone il cui rientro é stato accettato.

12-L'applicazione dei provvedimenti di accompagnamento alle frontiere precedentemente enumerati, non deve in alcun caso recare pregiudizio a diritti anteriormente acquisiti.

13- L'accompagnamento alle frontiere come eseguito nel quadro del presente Scambio di Note, non impedisce all'interessato di presentare in seguito una domanda di visto, purché soddisfi ai requisiti stabiliti dalla legislazione in vigore nello Stato interessato.

III

Rinvio di cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'Unione del Maghreb Arabo (U.M.A), al loro paese di diretta provenienza

1- Ciascuna Parte s'impegna a riammettere sul proprio territorio, su richiesta dell'altra Parte e senza formalità, i cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'U.M.A che non si conformano ai requisiti per l'ingresso nel territorio della Parte richiedente, a condizione che sia stato accertato che un cittadino é entrato nel territorio di detta Parte dopo aver soggiornato sul territorio della Parte richiesta o avervi transitato.

2- La domanda di riammissione deve essere inoltrata entro un termine di tre mesi, a decorrere dal momento in cui la Parte richiedente ha accertato l'ingresso irregolare sul suo territorio di un cittadino di uno Stato terzo, diverso da quelli dei Paesi dell'U.M.A.

3- Ai fini dell'applicazione del punto 1 del presente capitolo, l'ingresso dei cittadini di Stati terzi in questione nel territorio della Parte richiesta, é stabilito o accertato in base ad uno dei seguenti elementi di prova:

- timbro di ingresso o di uscita o, se del caso, altre indicazioni riportate su documenti di viaggio o di identità autentici, falsificati o contraffatti;

- titoli di soggiorno o permessi di soggiorno scaduti da meno di due anni;

- visto, anche scaduto da meno di sei mesi;

- titolo di trasporto intestato alla persona interessata, che permette di presumere l'ingresso della stessa nel territorio della Parte richiesta, o nel territorio della Parte richiedente in provenienza dalla Parte richiesta;

- timbro di uno Stato terzo confinante con una delle due Parti, in considerazione dell' itinerario seguito dalla persona interessata, nonché data di attraversamento della frontiera.

L'ingresso effettivo di un cittadino di uno Stato terzo nel territorio della Parte richiesta può essere constatato, in modo particolare, sulla base di uno o più degli indizi di seguito indicati; questi indizi saranno valutati caso per caso dalla Parte richiesta:

- documenti rilasciati dalle Autorità competenti della Parte richiesta indicanti l'identità della persona interessata, come patente di guida, libretto di navigazione, porto d'armi, carta d'identità, ecc.

- certificato di stato civile;

- titolo di soggiorno o permesso di soggiorno scaduti da non più di due anni;

- fotocopia di uno dei documenti di cui sopra;

- titolo di trasporto intestato alla persona interessata;

- conti di albergo;

- mezzi di trasporto utilizzati dalla persona interessata, immatricolati nel territorio della Parte richiesta, ivi compreso l'imbarco su natanti di nazionalità della stessa Parte richiesta;

- carta d'accesso ad istituzioni pubbliche o private;

- biglietti di appuntamento da un medico o dentista, ecc.

- ricevuta relativa ad operazioni di cambio effettuate dalla persona interessata;

- dichiarazioni rese dinanzi a pubblici ufficiali dello Stato richiedente;

- dichiarazioni non equivoche e sufficientemente particolareggiate della persona interessata, indicanti fatti obiettivamente verificabili;

- dichiarazioni di testimoni comprovanti l'ingresso o il soggiorno nel territorio della Parte richiesta, in base ad un processo verbale redatto dalle Autorità ufficiali interessate dello Stato richiedente.

- dati verificabili comprovanti che la persona interessata si é servita di un'agenzia di viaggi nello Stato richiesto.

La richiesta di riammissione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'Allegato n° 1 al presente Scambio di Note.

La decisione sulla riammissione dovrà essere adottata nel più breve tempo possibile e comunque non oltre sette giorni lavorativi decorrenti dalla data della formale richiesta.

L'autorizzazione alla riammissione ha una validità di tre mesi a decorrere dalla data della sua notifica. Se l'interessato deve rimanere a disposizione dell'Autorità della Parte richiedente, i Ministeri dell'Interno potranno esaminare di comune accordo la possibilità di prorogare questo termine.

4 - Sono a carico della Parte richiedente le spese di trasporto fino alla frontiera della Parte richiesta della persona di cui si chiede il rientro, nonché le sue spese di soggiorno sul territorio di detta Parte e le spese afferenti al proseguimento del viaggio fino al suo Paese d'origine, il tutto secondo modalità compatibili con la legislazione della Parte richiedente.

IV
Restituzione delle persone riammesse

Qualora emerga da accertamenti successivi, che le persone riammesse non hanno la nazionalità della Parte richiesta, quest'ultima invierà un'istanza di restituzione alla Parte richiedente, non oltre trenta giorni dal momento in cui la riammissione é avvenuta.

La domanda di restituzione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'Allegato n. 2 al presente Scambio di Note e dovrà essere trasmessa tramite fax alle Autorità di cui all' Allegato 1 sopracitato.

La Parte cui si richiede di riammettere le persone a titolo di restituzione, risponde senza indugio e possibilmente entro sette giorni dal momento in cui ha ricevuto l'istanza di restituzione.

La persona da riammettere a titolo di restituzione sarà quindi accompagnata all'Ufficio consolare di detta Parte, che si incaricherà di tale riammissione e delle relative spese.

V
Disposizioni finali

1.Nel rispetto della dignità delle persone da riammettere, e al fine di evitare ogni coinvolgimento dei mass media nelle operazioni di riammissione, la Parte richiedente s'impegna a non praticare rimpatrii in massa o speciali di dette persone.

2. La consegna, ai fini della riammissione, delle persone che sono oggetto del presente Scambio di Note avrà luogo in uno dei posti di frontiera indicati all'Allegato n.3

3. Gli esperti di entrambe le Parti si incontreranno ogni anno per esaminare le questioni inerenti all'applicazione del presente Scambio di Note.

Nel caso in cui il Governo della Repubblica Tunisina confermi le precedenti disposizioni, la presente Nota e la Nota di risposta del Governo della Repubblica Tunisina costituiranno un accordo tra i due Governi che entrerà in vigore trenta giorni dopo la data della seconda notifica dell'avvenuto espletamento degli adempimenti costituzionali previsti in ciascuno dei due Paesi.

Il Ministero degli Affari Esteri si avvale dell'occasione per rinnovare all'Ambasciata di Tunisia i sensi della sua più alta considerazione.

F.to: L..M. FERRARIN

ALLEGATO 1

DOMANDA DI RIAMMISSIONE
DI UN CITTADINO DI UNO STATO TERZO

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

Data della domanda ..... **Ora** .....

UFFICIO RICHIEDENTE .....

Tel.....**fax**.....

UFFICIO RICHIESTO.....

Tel.....**fax**.....

(A) IDENTITÀ' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDE LA RIAMMISSIONE

COGNOME.....**NOME**.....

alias.....

Data di nascita .....**Luogo di nascita** .....

Nazionalità .....**Pratica n.**.....

(B) DOCUMENTI E VISTI

1° DOCUMENTI (di viaggio, d'identità, di cittadinanza, di soggiorno)

.....

2° VISTI (data di rilascio, validità, ecc.)

.....

3° TIMBRI D'INGRESSO/ D'USCITA

.....

4° ALTRI DOCUMENTI

.....

5° MOTIVO DELLA DOMANDA

.....

(C) ALLEGATI

Numero di allegati .....

(D) COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA DOMANDA

Data .....Ora .....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO.....

FIRMA .....

DECISIONE ADOTTATA: AUTORIZZAZIONE...../ RIFIUTO.....

(E) OSSERVAZIONI

.....

.....

in caso di rifiuto, specificarne il motivo nell'allegato

(F) MODALITÀ' DI RIAMMISSIONE

.....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO .....

FIRMA .....

ALLEGATO N.-2 -

ISTANZA DI RESTITUZIONE DELLA PERSONA RIAMMESSA

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

DATA DELLA DOMANDA ..... ORA .....

UFFICIO RICHIEDENTE .....

Tel.....fax.....

UFFICIO RICHIESTO.....

Tel.....fax.....

(A) IDENTITÀ' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDE LA RESTITUZIONE

COGNOME.....NOME.....

alias.....

Data di nascita .....Luogo di nascita .....

Nazionalità.....Pratica n.....

(B) ELEMENTI SUCCESSIVI CHE ESCLUDONO LA POSSIBILITÀ' DI RIAMMISSIONE

1° EVENTUALI DOCUMENTI CHE CONSENTONO DI ACCERTARE LA DIVERSA CITTADINANZA DELLA PERSONA RIAMMESSA

.....

2° EVENTUALI ELEMENTI CHE CONSENTONO DI ESCLUDERE IL SOGGIORNO O IL TRANSITO DELLA PERSONA RIAMMESSA

.....

.....

(C) MODALITÀ DI RESTITUZIONE PROPOSTE

Data della consegna .....ora della consegna .....

luogo della consegna .....

mezzo di trasporto ed eventuale numero del treno o del volo .....

(D) ALLEGATI

Numero di allegati .....

(E) COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA DOMANDA

Data .....Ora .....

DECISIONE ADOTTATA: AUTORIZZAZIONE ...../ RIFIUTO .....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO .....

FIRMA .....

ALLEGATO N.-3 -

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

Le Autorità competenti per la consegna ai fini della riammissione sono:

per la Parte italiana:
- Ministero dell'Interno Dipartimento di Pubblica Sicurezza, Servizio Immigrazione e Polizia di Frontiera

Tel. 00396/4653.9625 oppure 4653.9638 oppure 4653.9805 Fax 00396/47887531 oppure 47887529

- Ufficio consolare italiano a Tunisi
Tel. 002161/32 18 11 Fax 002161/32 41 55

per la Parte Tunisina:
- Ministero degli Affari Esteri, Direzione Generale degli Affari Consolari. Poste Consolari

Tel.....fax.....
Tel.....fax.....

- Ministero dell'Interno. Direzione delle Frontiere e degli Stranieri

Tel.....fax

Aeroporti e porti previsti per la riammissione e la consegna

La consegna ai fini della riammissione di persone di cui ai Capitoli II, III e IV si effettua presso:

- i porti italiani di:
a) Trapani;
b) Genova;
c) Palermo;

- gli aeroporti italiani di:
a) Trapani;
b) Palermo;
c) Roma;
d) Milano-Malpensa.

- i porti tunisini di:
a) La Goulette;

- gli aeroporti tunisini di:
a) Tunisi- Cartagine

ALLEGATO II

ENTE ITALIANO IN TUNISIA

- Scuola italiana di Tunisi

Ambasciata di Tunisia
Roma

1445/98

L'Ambasciata della Repubblica Tunisina a Roma presenta i suoi complimenti al Ministero degli Affari Esteri della repubblica Italiana ed ha l'onore di accusare ricevuta della Nota Verbale 088/643 del 6 agosto 1998, del seguente tenore:

<<Il Ministero degli Affari Esteri presenta i suoi complimenti all'Ambasciata di Tunisia a Roma ed ha l'onore d' informarla su quanto segue:

Nella riunione della Grande Commissione Mista Italo-tunisina tenutasi a Roma il 6 agosto 1998, é emerso l'intento comune di regolamentare in modo costruttivo, e nel quadro dell'amicizia esistente fra Italia e Tunisia, le questioni relative all'ingresso ed al soggiorno di cittadini italiani e tunisini sul territorio dei due paesi. Al contempo, entrambe le Parti hanno convenuto dell'interesse di fornire risposte pertinenti alla sfida rappresentata dall'immigrazione clandestina, nel rispetto dei diritti delle persone.

Il Governo italiano é favorevole all'armoniosa integrazione nella società italiana dei cittadini tunisini aventi una regolare posizione di soggiorno in Italia ed é pienamente disponibile a concedere a tali cittadini tutti i vantaggi previsti in materia dalla legislazione nazionale in vigore.

Peraltro il Governo italiano auspica che condizioni non meno favorevoli siano concesse dal Governo tunisino ai cittadini italiani che soggiornano regolarmente in Tunisia per motivi di lavoro.

Al fine di perseguire e conseguire tali obiettivi, che rafforzeranno sicuramente i vincoli di amicizia esistenti fra i due Paesi, entrambe le Parti hanno convenuto di applicare le seguenti misure che concernono, da un lato, la prevenzione dell'immigrazione clandestina e d'altro lato, la sua repressione.

Il Ministero degli Affari Esteri propone che le disposizioni in appresso si applichino alla cooperazione bilaterale per la prevenzione e la lotta contro l'immigrazione clandestina, alla riammissione dei cittadini di entrambi i Paesi, al rinvio al paese di diretta provenienza dei cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'Unione del Maghreb Arabo (U.M.A) ed alla restituzione delle persone riammesse.

I

Cooperazione bilaterale per la prevenzione e la lotta contro l'immigrazione clandestina

a) Si tratta innanzitutto di operare di comune accordo per contribuire ad eliminare, con ogni mezzo adeguato, le cause intrinseche dell'immigrazione clandestina, permettendo in tal modo la creazione di opportunità di lavoro e di prosperità.

Nel quadro del programma globale di cooperazione allo sviluppo fra i due Paesi, questa priorità sarà esaminata da un gruppo di lavoro ad hoc che si riunirà a Tunisi in tempi brevi.

Inoltre, dopo che il presente Scambio di Note sarà entrato in vigore, il Governo italiano accorderà alla Tunisia il trattamento preferenziale in materia di contingenti annuali di ingresso per motivi di lavoro. Il contingente per l'anno 1999 sarà determinato al più presto.

b) Considerato l'interesse della Parte italiana di appoggiare gli sforzi effettuati dagli organi tunisini nel settore della prevenzione e della lotta contro l'emigrazione clandestina, il Governo italiano s'impegna a contribuire a questi sforzi mediante un supporto in mezzi tecnici ed operativi; un contributo di emergenza ad hoc per l'anno in corso sarà concesso in concomitanza con

l'attuazione del presente Scambio di Note. Lo stanziamento della relativa somma in bilancio, totale o parziale, sarà realizzato nei prossimi due anni (1999-2000). Un gruppo di lavoro si riunirà a Roma nei prossimi giorni per definire il contenuto ed i particolari del contributo di emergenza e del futuro contributo italiano in materia.

c) Inoltre il Governo italiano, in considerazione delle difficoltà che la riammissione di cittadini di Paesi terzi diversi da quelli dell'UMA, provenienti dalla Tunisia ed entrati illegalmente, comporta per la stessa Tunisia, contribuirà alle iniziative autorizzate per tale riammissione mediante la realizzazione in Tunisia di centri di permanenza; le risorse finanziarie destinate a tale realizzazione (per un ammontare di 500 milioni di lire) saranno stanziate nel quadro di un programma ad hoc sotto forma di dono, in conformità alla legislazione in vigore nelle due Parti e saranno sborsate contestualmente all'applicazione del presente Scambio di Note.

II

Riammissione dei cittadini dei due Paesi

1- Ciascuna Parte s'impegna a riprendere sul proprio territorio, su domanda dell'altra Parte, e senza formalità, ogni persona che non soddisfa i requisiti di ingresso o di soggiorno applicabili sul territorio della Parte richiedente, nella misura in cui sia o venga accertato mediante procedura d'identificazione che tale persona ha la nazionalità della Parte richiesta.

2- I provvedimenti di allontanamento non richiedono, per essere eseguiti, il rilascio di lasciapassare, quando l'interessato é in possesso di un passaporto nazionale o altro titolo di viaggio riconosciuto a livello internazionale ed in corso di validità. Le due Parti si scambieranno la lista e gli esemplari di tali documenti. In ogni caso, il rientro sarà organizzato in coordinamento con l'Autorità consolare dei cittadini interessati. L'esecuzione del provvedimento di allontanamento sarà preliminarmente notificato all'Autorità consolare competente del luogo dove il provvedimento é stato eseguito.

3- In assenza dei titoli di viaggio di cui sopra, le Autorità consolari dei due Paesi s'impegnano a rilasciare un lasciapassare alle persone che risultanto essere cittadini dell'uno o dell'altro Paese, in base ai seguenti documenti:

Per la Parte tunisina:

a) passaporto scaduto, fatto dopo il 1° gennaio 1987;

b) ogni altro documento riconosciuto a livello internazionale, scaduto;

c) lasciapassare scaduto da meno di un anno;

d) tessera d'immatricolazione consolare rilasciata in Italia;

e) libretto militare;

f) documento rilasciato dalle Autorità ufficiali tunisine che prende atto dell'identità dell'interessato e contiene una fotografia della persona che detiene il documento

Per la Parte italiana:

a) ogni passaporto scaduto;

b) ogni altro documento riconosciuto a livello internazionale, scaduto;

c) carta d'identità per i cittadini italiani;

d) tesserino personale rilasciato ai dipendenti dello Stato;

Le Autorità competenti della Parte richiedente trasmetteranno via fax o con ogni altro mezzo celere e attendibile, la richiesta di lasciapassare corredata da una copia dei documenti d'identità di cui la persona da riammettere sia in possesso, e di tre sue fotografie.

4- Tale lasciapassare é rilasciato dalle Autorità consolari della Parte richiesta entro un termine di due a quattro giorni, compresi i giorni festivi, a partire dalla ricezione di tali documenti da parte delle Autorità consolari; per il rilascio del lasciapassare, non occorre che la persona da riammettere si presenti all'Autorità consolare.

5- L'identità può essere peraltro provata:

- in base ad un documento di stato civile;

- in base ad una fotocopia di uno dei documenti di cui sopra;

-in base a dichiarazioni dell'interessato debitamente ricevute dalle Autorità competenti giudiziarie o amministrative;

-in base ad una perizia effettuata dai tribunali.

Se l'Autorità consolare della Parte richiesta ritiene di dover comunque procedere, oltre ai mezzi di identificazione previsti nel presente paragrafo, all'audizione della persona, un rappresentante di detta Autorità si recherà - entro due giorni, se possibile, e comunque non oltre quattro giorni compresi i giorni festivi a decorrere dalla comunicazione effettuata dalla Parte richiedente - all'Ufficio giudiziario, o al centro di permanenza, o al luogo di cura ove é legalmente trattenuta la persona in questione, in vista di procedere all'audizione.

Se é stato possibile stabilire la cittadinanza per mezzo di tale audizione, il lasciapassare sarà immediatamente rilasciato.

6- In tutti gli altri casi in cui non sia possibile disporre della documentazione che permette di determinare la nazionalità delle persone in questione, ma vi siano elementi tali da farla supporre, le Autorità della Parte richiedente potranno sollecitare l'audizione consolare che avrà luogo, salvo impedimenti di forza maggiore, nei tempi e con le modalità sopra previste nel comma precedente. Le spese di trasferimento del rappresentante dell'Autorità consolare nell'ambito del territorio della Parte richiedente, per procedere all'attuazione dell'audizione consolare, sono a carico di questa Parte.

7- Le Parti s'impegnano a prestarsi reciprocamente assistenza per essere in grado d'identificare in tempi brevi i cittadini di nazionalità italiana e tunisina.

A tale riguardo, le Autorità competenti faranno ogni forzo necessario in vista di effettuare i controlli necessari.

8- In tutti i casi, e qualora non fosse possibile provvedere con gli altri mezzi sopra disposti all'identificazione dei cittadini in oggetto, le Autorità competenti della Parte richiedente comunicheranno alle Autorità designate dalla Parte richiesta, con il mezzo di trasmissione più celere ed efficace, le impronte digitali complete e tre fotografie della persona in questione. L'Autorità alla quale sono stati consegnati tali elementi, fornirà una motivata risposta circa l'esito dell'accertamento d'identità, nel termine massimo di quindici giorni decorrenti dalla data in cui li ha ricevuti.

9- Se l'Autorità richiesta riconosce la nazionalità dei suoi cittadini , la competente Autorità consolare rilascia immediatamente all'Autorità della Parte richiedente un lasciapassare ai fini della riammissione di tali persone.

10- Qualora controlli svolti successivamente dimostrino che la persona in questione non ha la nazionalità della Parte richiesta, tale persona dovrà immediatemente essere accettata nel territorio della Parte richiedente e a spese di quest'ultima.

11- Sono a carico dell'Autorità richiedente, le spese di trasporto fino alla frontiera della Parte richiesta, relativamente alle persone il cui rientro é stato accettato.

12-L'applicazione dei provvedimenti di accompagnamento alle frontiere precedentemente enumerati, non deve in alcun caso recare pregiudizio a diritti anteriormente acquisiti.

13- L'accompagnamento alle frontiere come eseguito nel quadro del presente Scambio di Note, non impedisce all'interessato di presentare in seguito una domanda di visto, purché soddisfi ai requisiti stabiliti dalla legislazione in vigore nello Stato interessato.

III

Rinvio di cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'Unione del Maghreb Arabo (U.M.A), al loro paese di diretta provenienza

1- Ciascuna Parte s'impegna a riammettere sul proprio territorio, su richiesta dell'altra Parte e senza formalità, i cittadini di paesi terzi diversi da quelli dei Paesi membri dell'U.M.A che non si conformano ai requisiti per l'ingresso nel territorio della Parte richiedente, a condizione che sia stato accertato che un cittadino é entrato nel territorio di detta Parte dopo aver soggiornato sul territorio della Parte richiesta o avervi transitato.

2- La domanda di riammissione deve essere inoltrata entro un termine di tre mesi, a decorrere dal momento in cui la Parte richiedente ha accertato l'ingresso irregolare sul suo territorio di un cittadino di uno Stato terzo, diverso da quelli dei Paesi dell'U.M.A.

3- Ai fini dell'applicazione del punto 1 del presente capitolo, l'ingresso dei cittadini di Stati terzi in questione nel territorio della Parte richiesta, é stabilito o accertato in base ad uno dei seguenti elementi di prova:

- timbro di ingresso o di uscita o, se del caso, altre indicazioni riportate su documenti di viaggio o di identità autentici, falsificati o contraffatti;

- titoli di soggiorno o permessi di soggiorno scaduti da meno di due anni;

- visto, anche scaduto da meno di sei mesi;

- titolo di trasporto intestato alla persona interessata, che permette di presumere l'ingresso della stessa nel territorio della Parte richiesta, o nel territorio della Parte richiedente in provenienza dalla Parte richiesta;

- timbro di uno Stato terzo confinante con una delle due Parti, in considerazione dell' itinerario seguito dalla persona interessata, nonché data di attraversamento della frontiera.

L'ingresso effettivo di un cittadino di uno Stato terzo nel territorio della Parte richiesta può essere constatato, in modo particolare, sulla base di uno o più degli indizi di seguito indicati; questi indizi saranno valutati caso per caso dalla Parte richiesta:

- documenti rilasciati dalle Autorità competenti della Parte richiesta indicanti l'identità della persona interessata, come patente di guida, libretto di navigazione, porto d'armi, carta d'identità, ecc.

- certificato di stato civile;

- titolo di soggiorno o permesso di soggiorno scaduti da non più di due anni;

- fotocopia di uno dei documenti di cui sopra;

- titolo di trasporto intestato alla persona interessata;

- conti di albergo;

- mezzi di trasporto utilizzati dalla persona interessata, immatricolati nel territorio della Parte richiesta, ivi compreso l'imbarco su natanti di nazionalità della stessa Parte richiesta;

- carta d'accesso ad istituzioni pubbliche o private;

- biglietti di appuntamento da un medico o dentista, ecc.

- ricevuta relativa ad operazioni di cambio effettuate dalla persona interessata;

- dichiarazioni rese dinanzi a pubblici ufficiali dello Stato richiedente;

- dichiarazioni non equivoche e sufficientemente particolareggiate della persona interessata, indicanti fatti obiettivamente verificabili;

- dichiarazioni di testimoni comprovanti l'ingresso o il soggiorno nel territorio della Parte richiesta, in base ad un processo verbale redatto dalle Autorità ufficiali interessate dello Stato richiedente.

- dati verificabili comprovanti che la persona interessata si é servita di un'agenzia di viaggi nello Stato richiesto.

La richiesta di riammissione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'Allegato n° 1 al presente Scambio di Note.

La decisione sulla riammissione dovrà essere adottata nel più breve tempo possibile e comunque non oltre sette giorni lavorativi decorrenti dalla data della formale richiesta.

L'autorizzazione alla riammissione ha una validità di tre mesi a decorrere dalla data della sua notifica. Se l'interessato deve rimanere a disposizione dell'Autorità della Parte richiedente, i Ministeri dell'Interno potranno esaminare di comune accordo la possibilità di prorogare questo termine.

4 - Sono a carico della Parte richiedente le spese di trasporto fino alla frontiera della Parte richiesta della persona di cui si chiede il rientro, nonché le sue spese di soggiorno sul territorio di detta Parte e le spese afferenti al proseguimento del viaggio fino al suo Paese d'origine, il tutto secondo modalità compatibili con la legislazione della Parte richiedente.

IV
Restituzione delle persone riammesse

Qualora emerga da accertamenti successivi, che le persone riammesse non hanno la nazionalità della Parte richiesta, quest'ultima invierà un'istanza di restituzione alla Parte richiedente, non oltre trenta giorni dal momento in cui la riammissione é avvenuta.

La domanda di restituzione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'Allegato n. 2 al presente Scambio di Note e dovrà essere trasmessa tramite fax alle Autorità di cui all' Allegato 1 sopracitato.

La Parte cui si richiede di riammettere le persone a titolo di restituzione, risponde senza indugio e possibilmente entro sette giorni dal momento in cui ha ricevuto l'istanza di restituzione.

La persona da riammettere a titolo di restituzione sarà quindi accompagnata all'Ufficio consolare di detta Parte, che si incaricherà di tale riammissione e delle relative spese.

V
Disposizioni finali

1.Nel rispetto della dignità delle persone da riammettere, e al fine di evitare ogni coinvolgimento dei mass media nelle operazioni di riammissione, la Parte richiedente s'impegna a non praticare rimpatrii in massa o speciali di dette persone.

2. La consegna, ai fini della riammissione, delle persone che sono oggetto del presente Scambio di Note avrà luogo in uno dei posti di frontiera indicati all'Allegato n.3

3. Gli esperti di entrambe le Parti si incontreranno ogni anno per esaminare le questioni inerenti all'applicazione del presente Scambio di Note.

Nel caso in cui il Governo della Repubblica Tunisina confermi le precedenti disposizioni, la presente Nota e la Nota di risposta del Governo della Repubblica Tunisina costituiranno un accordo tra i due Governi che entrerà in vigore trenta giorni dopo la data della seconda notifica dell'avvenuto espletamento degli adempimenti costituzionali previsti in ciascuno dei due Paesi.

Il Ministero degli Affari Esteri si avvale dell'occasione per rinnovare all'Ambasciata di Tunisia i sensi della sua più alta considerazione.>>

L'Ambasciata della Repubblica Tunisina a Roma conferma l'accordo del suo Governo su quanto precede e si avvale dell'occasione per rinnovare al Ministero degli Affari Esteri i sensi della sua più alta considerazione.

Roma, 6 agosto 1998

Ministero degli Affari Esteri
La Farnesina
ROMA

ALLEGATO 1-

DOMANDA DI RIAMMISSIONE
DI UN CITTADINO DI UNO STATO TERZO

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

Data della domanda ..... Ora .....

UFFICIO RICHIEDENTE .....

Tel.....fax.....

UFFICIO RICHIESTO.....

Tel.....fax.....

(A) IDENTITÀ' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDE LA RIAMMISSIONE

COGNOME.....NOME.....

alias.....

Data di nascita .....Luogo di nascita .....

Nazionalità .....Pratica n.....

(B) DOCUMENTI E VISTI

1° DOCUMENTI (di viaggio, d'identità, di cittadinanza, di soggiorno)

.....

2° VISTI (data di rilascio, validità, ecc.)

.....

3° TIMBRI D'INGRESSO/ D'USCITA

.....

4° ALTRI DOCUMENTI

.....

5° MOTIVO DELLA DOMANDA

.....

Segue Allegato n. 1-

(C) ALLEGATI

Numero di allegati .....

(D) COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA DOMANDA

Data .....Ora .....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO.....

FIRMA .....

DECISIONE ADOTTATA: AUTORIZZAZIONE...../ RIFIUTO.....

(E) OSSERVAZIONI

.....

.....

in caso di rifiuto, specificarne il motivo nell'allegato

(F) MODALITÀ' DI RIAMMISSIONE

.....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO .....

FIRMA .....

ALLEGATO N.-2 -

ISTANZA DI RESTITUZIONE DELLA PERSONA RIAMMESSA

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

DATA DELLA DOMANDA ..... ORA .....

UFFICIO RICHIEDENTE .....

Tel.....fax.....

UFFICIO RICHIESTO.....

Tel.....fax.....

(A) IDENTITÀ' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDE LA RESTITUZIONE

COGNOME.....NOME.....

alias.....

Data di nascita .....Luogo di nascita .....

Nazionalità.....Pratica n.....

(B) ELEMENTI SUCCESSIVI CHE ESCLUDONO LA POSSIBILITÀ' DI RIAMMISSIONE

1° EVENTUALI DOCUMENTI CHE CONSENTONO DI ACCERTARE LA DIVERSA CITTADINANZA DELLA PERSONA RIAMMESSA

.....

2° EVENTUALI ELEMENTI CHE CONSENTONO DI ESCLUDERE IL SOGGIORNO O IL TRANSITO DELLA PERSONA RIAMMESSA

.....

.....

(C) MODALITÀ DI RESTITUZIONE PROPOSTE

Data della consegna .....ora della consegna .....

luogo della consegna .....

mezzo di trasporto ed eventuale numero del treno o del volo .....

(D) ALLEGATI

Numero di allegati .....

(E) COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA DOMANDA

Data .....Ora .....

DECISIONE ADOTTATA: AUTORIZZAZIONE ...../ RIFIUTO .....

NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO .....

FIRMA .....

ALLEGATO N.-3

SCAMBIO DI NOTE FRA ITALIA E TUNISIA SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE

Le Autorità competenti per la consegna ai fini della riammissione sono:

per la Parte italiana:
- Ministero dell'Interno Dipartimento di Pubblica Sicurezza, Servizio Immigrazione e Polizia di Frontiera

Tel. 00396/4653.9625 oppure 4653.9638 oppure 4653.9805 Fax 00396/47887531 oppure 47887529

- Ufficio consolare italiano a Tunisi
Tel. 002161/32 18 11 Fax 002161/32 41 55

per la Parte Tunisina
- Ministero degli Affari Esteri, Direzione Generale degli Affari Consolari. Poste Consolari

Tel.....fax.....
Tel.....fax.....

- Ministero dell'Interno. Direzione delle Frontiere e degli Stranieri

Tel..... ...fax

Aeroporti e porti previsti per la riammissione e la consegna

La consegna ai fini della riammissione di persone di cui ai Capitoli II, III e IV si effettua presso:

- i porti italiani di.
a) Trapani;
b) Genova;
c) Palermo;

- gli aeroporti italiani di:
a) Trapani;
b) Palermo;
c) Roma;
d) Milano-Malpensa.

- i porti tunisini di:
a) La Goulette;

- gli aeroporti tunisini di:
a) Tunisi- Cartagine

REPUBBLICA TUNISINA

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Roma, 6 agosto 1998

Eccellenza,

A seguito di quanto convenuto nella riunione della Sotto-Commissione Consolare e Sociale Tunisino- Italiana tenutasi a Tunisi il 28, 29 e 30 ottobre 1996 riguardo al rilascio di permessi di soggiorno e di visti ai Rappresentanti ed al Personale di Enti Pubblici Tunisini in Italia ed italiani in Tunisia, la cui lista é allegata alla presente, ho l'onore di proporLe che il seguente regime si applichi ai Rappresentanti ed al Personale degli Enti Pubblici di ciascuno dei due Stati nonché ai loro familiari a carico.

Il Governo Tunisino s'impegna per quanto lo concerne, a concedere ai Rappresentanti ed al Personale degli Enti pubblici in Tunisia una carta di soggiorno valevole per la durata della loro missione, ed a far corrispondere la durata del visto di rientro a quello della carta di soggiorno, non appena i loro nominativi saranno stati notificati tramite Nota Verbale.

Per parte sua, il Governo Italiano s'impegna a concedere ai Rappresentanti degli Enti Pubblici Tunisini in Italia un permesso di soggiorno valevole per la durata della loro missione ed a far corrispondere la durata del visto di rientro a quella del permesso di soggiorno , non appena i loro nominativi saranno stati notificati tramite Nota Verbale.

Nel caso in cui il Governo della Repubblica Italiana confermi le disposizioni di cui sopra, ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la lettera di risposta di Sua Eccellenza siano considerate come costituenti un accordo fra i due Governi che entrerà in vigore alla data della risposta di Sua Eccellenza.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
Said BEN MUSTAPHA

Sua Eccellenza
Lamberto DINI
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Italiana

ALLEGATO I

LISTA DEGLI ENTI PUBBLICI TUNISINI RAPPRESENTATI IN ITALIA

- Scuole Tunisine d'insegnamento
- Ufficio Nazionale del Turismo Tunisino
- Tunis-Air
- Compagnia Tunisina di Navigazione
- F.I.P.A

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Roma, 6 agosto 1998

Eccellenza,

Ella mi ha cortesemente fatto pervenire in data odierna, 6 agosto 1998, una lettera del seguente tenore:

<< Eccellenza,

A seguito di quanto convenuto nella riunione della Sotto-Commissione Consolare e Sociale Tunisino- Italiana tenutasi a Tunisi il 28, 29 e 30 ottobre 1996 riguardo al rilascio di permessi di soggiorno e di visti ai Rappresentanti ed al Personale di Enti Pubblici Tunisini in Italia ed italiani in Tunisia, la cui lista é allegata alla presente, ho l'onore di proporLe che il seguente regime si applichi ai Rappresentanti ed al Personale degli Enti Pubblici di ciascuno dei due Stati nonché ai loro familiari a carico.

<< Il Governo Tunisino s'impegna per quanto lo concerne, a concedere ai Rappresentanti ed al Personale degli Enti pubblici in Tunisia una carta di soggiorno valevole per la durata della loro missione, ed a far corrispondere la durata del visto di rientro a quello della carta di soggiorno, non appena i loro nominativi saranno stati notificati tramite Nota Verbale.

<<Per parte sua, il Governo Italiano s'impegna a concedere ai Rappresentanti degli Enti Pubblici Tunisini in Italia un permesso di soggiorno valevole per la durata della loro missione ed a far corrispondere la durata del visto di rientro a quella del permesso di soggiorno , non appena i loro nominativi saranno stati notificati tramite Nota Verbale.

<<Nel caso in cui il Governo della Repubblica Italiana confermi le disposizioni di cui sopra, ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la lettera di risposta di Sua Eccellenza siano considerate come costituenti un accordo fra i due Governi che entrerà in vigore alla data della risposta di Sua Eccellenza.

<<Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

<<Il Ministro degli Affari Esteri
Said Ben Mustapha >>

Le confermo l'accordo del mio Governo su quanto precede
La prego di gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione

F.to L.DINI

Sua Eccellenza
Said BEN MUSTAPHA
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Tunisina

ALLEGATO I

LISTA DEGLI ENTI PUBBLICI TUNISINI RAPPRESENTATI IN ITALIA

- Scuole Tunisine d'insegnamento
- Ufficio Nazionale del Turismo Tunisino
- Tunis-Air
- Compagnia Tunisina di Navigazione
- F.I.P.A

ALLEGATO II

ENTE ITALIANO IN TUNISIA

- Scuola italiana di Tunisi